L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Journal ne vu rue du Carondelet.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 13 JUIN 1879

Il ne reste plus que quatre jours avant le Grand Tirage.

Avez-vous acheté votre billet pour gagner $100,000.

LA CONVENTION.

Séance de Jeudi, 12 Juin.

M. Wells officiellement reconnaissable à Paris dès 8 cheveux. Cent-quarante membres sont présents.

Le rapport du comité de la dette de l'Etat est considéré.

M. Warmoth — Je suis étonné qu'on l'ait laissé depuis plus de seize ans. La question vous l'accusable dispute ou ce sont mais je ne constate ici le fait que pour appuyer la mon administration, à l'époque où j'étais gouverneur de l'Etat; j'y ai laissé un excédent qu'aucun autre intérêt qu'aucun de mes collègues.

Nous ne sommes pas dans une position à nous la question qui est adressée à la Convention des tribunaux; nous ne le sommes pas, car nous ne sommes nous spécialistes aux préjugés, aux influences politiques, aux influences politiques et aux influences des spéculateurs, j'ajoute aussi aux influences des législatures.

On nous dit que le peuple a payé huit millions pour les levées. C'est vrai certainement, et le délégué qui a fait l'assertion a raison l'avouer. Les levées de nous ont coûté, depuis 1868, que $7,900,000, dont neuf millièmes ont été couverts par le produit de la vente de bons.

On nous a dit que les taxes des dix dernières années s'élèvent à $30,000,000; le chiffre n'est que de $22,000,000.

La vérité est déjà assez triste sans qu'il soit besoin d'avoir recours aux exagérations.

Il y a une bien grande différence entre les bons illégaux et des bons frauduleux : les premiers sont émis, sans que les conditions qu'impose la Constitution aient été remplies; les autres sont émis dans le but de détourner de l'argent à la propriété municipale. Plusieurs de ces bons municipaux étaient des bons au porteur en capital et de l'intérêt.

M. Caffrey—Je nie que la Convention ait le droit d'instituer une enquête judiciaire à l'endroit de la dette de l'Etat.

Toute la souveraineté n'est pas et ne saurait se trouver dans cette assemblée; elle est dans le peuple. Les délégués ne sont que les mandataires du peuple.

Si la Convention est suprême, elle a les pouvoirs du département législatif, du département exécutif et du département judiciaire; c'est un despotisme absolu. L'esprit de liberté anglo-saxonne repousse une semblable doctrine.

Qu'est-ce qu'une Convention constitutionnelle ? C'est un corps de délégués que le peuple a chargé de faire un pacte fondamental, et rien de plus.

Le peuple ne nous a pas revêtus du pouvoir de nous enquérir de la validité des bons; nous ne devons donc pas l'exercer. Nous sommes libres d'user de la faculté de répudier les obligations, mais nous n'avons pas le pouvoir légal de le faire.

Admettons, un instant, que l'assemblée ait le droit de s'occuper de la dette et de désigner les procédures ordinaires de cours de justice dans les quelles on la poursuivra; elle est investie par la loi et l'assentiment constitutionnel de 1879.

Les délégués ont-ils oublié que le président des Etats-Unis en reconnaissant M. Kellogg, a fait de son gouvernement *de facto* un gouvernement *de jure* ? Ont-ils oublié que le premier magistrat et le Congrès étaient suprêmes ?

La présence de nos représentants dans les deux Chambres de la nation est une reconnaissance de l'administration Kellogg.

Nous sommes surpris, nous pouvons vous ne pas observer la clause de la Constitution fédérale, mais ce pouvoir sera exercé à la fenêtre.

Il n'y a pas d'appel de l'acte du gouvernement des Etats-Unis.

Les administrateurs qui nous ont été imposés étaient la conséquence de notre défaite.

M. Kellogg ne serait-il qu'un usurpateur, il reste le fait que le loi et l'assemblée de 1874 ont été solennellement reconnus par le gouvernement du général Grant; ce gouvernement, que nous appelons le nôtre, a exercé une partie de son pouvoir sur nous, en nous imposant les conditions auxquelles nous devions rentrer dans l'Union.

Après M. Warmoth, nous admettons Kellogg qui, contenu par les baïonnettes fédérales, nous donnait le bienfait de son existence. Ce prétendu officiel fut créé en violation du pacte fondamental, il usurpait notre haute cour d'arbitrage, mais pouvons que l'histoire de celui-ci est déjà écrite.

Le Forman parle ici du voyage de MM. Antoine, Herrick, Burbridge et moi-même à New York, de la manière que vous connaissez. Cela prouve que nous n'avons pas pu nous entendre avec le président.

Il est vrai qu'elle n'a pas été faite à Bienville : nous n'avons pas été à la Maison Blanche, mais à la résidence du président.

Le Forman parle de la dette de Bienville : Bienville n'a pas été de Bienville : ... Bienville n'a pas été de Bienville : ... Bienville n'a pas été de Bienville : ...